

Colloque international
Quel budget minimum pour participer à la vie sociale ?
Un débat européen sur les budgets de référence
13 octobre 2015

Donald Hirsch : Bonjour à tous. Je suis absolument ravi d'être présent, d'être à Paris, ravi d'être présent à cette conférence. Je trouve ça vraiment enthousiasmant de voir l'énergie que l'on déploie pour étudier ces phénomènes. J'ai beaucoup travaillé sur la norme en matière de revenu minimum. Cela fait sept ans que je me penche sur cette question et j'ai constaté qu'ailleurs en Europe, on s'intéressait de plus en plus à ce sujet, et cela me conforte de voir que les travaux réalisés sont de très bonne qualité.

Les principes fondamentaux de cette méthode sont les mêmes en France et au Royaume-Uni, malgré quelques différences. On ne peut pas s'attendre à ce que la France produise quoi que ce soit sans un arôme bien français, ce qui ajoute toujours une agréable saveur gauloise à ce que vous produisiez, et vos travaux ne font pas exception à cette règle. Notre norme en matière de revenu minimum a été développée sur la base de deux principes émergeant sous l'effort de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale, et de leur analyse. Le premier principe, c'est que le niveau de vie adéquat dépend de plus que la seule satisfaction des besoins matériels grossiers. Il s'agit de répondre à des besoins sociaux. Dans notre interprétation, c'est répondre aux besoins matériels et sociaux de manière conjuguée, et ceci peut être exprimé en disant qu'il faut pouvoir faire pleinement partie de la société.

Deuxième pilier de notre théorie : les vrais experts, les personnes les mieux placées pour se prononcer sur ce qu'il faut avoir à disposition pour participer à la société. Ces personnes sont les membres de la société, du grand public, qui sont en mesure de juger collectivement de ce qu'est l'inclusion ou l'exclusion dans les normes contemporaines. Pour opérationnaliser un consensus social sur ce qui est nécessaire, sur le minimum nécessaire, il faudrait écouter ce grand public, capable de révéler des choses en matière de participation sociale que les experts ne peuvent découvrir. D'abord parce que le niveau de vie acceptable minimum, c'est directement lié aux usages et aux conditions contemporaines plutôt qu'à des nécessités physiques statiques. Et deuxièmement parce que les besoins contemporains, les normes et les coutumes ne peuvent être définis par des comportements dans la consommation, des consommateurs, qui sont complètement contraints par la distribution des moyens. Si sur un bien de nécessité, on dit qu'il est essentiel parce que 80 % des foyers en disposent, ça veut dire que 20 % des foyers sont exclus, compte tenu des niveaux d'égalité ou d'inégalité pour lesquels ils existent.

Le grand public, donc, est notre collègue d'experts, et à leur contribution, on rajoute les lumières des chercheurs et des scientifiques. L'un n'exclut pas

l'autre. Et il faut tenir compte du fait que certains experts, certaines formes de compétences, d'expertises n'existent pas au sein du grand public, puisqu'il est difficile au grand public de se prononcer sur ce à quoi pourrait ressembler la société si elle était différente. L'objectif est donc d'établir ce dont ont besoin les individus aujourd'hui dans la société telle qu'elle existe, avec les structures de revenus qui existent.

Donc, voilà trois caractéristiques essentielles de notre norme en matière de revenu minimum tel que défini au Royaume-Uni. Il s'agit de compiler les budgets complets des foyers pour toute une série de types de famille, pour arriver à une définition commune d'un minimum socialement acceptable. On ne veut pas réaliser une enquête, mais plutôt, on s'appuie sur les apports de ces groupes de membres du grand public pour travailler ensemble et arriver à une vision consensuelle. Ce n'est pas une enquête mais un travail de consensus. Le jugement final, s'agissant des besoins minimums, sera celui de ces groupes, bien que certains aspects techniques liés à la compilation des budgets aient été réalisés avec l'aide d'experts. Lorsqu'il s'agit de normes nutritionnelles ou d'enquêtes sur les prix, entre autres. Au Royaume-Uni, nous réalisons régulièrement ce type d'étude et les actualisons au fur et à mesure. Et nous avons pu noter que les besoins changent au fur et à mesure que la société se transforme.

La définition d'une norme minimale est cependant demeurée stable.

C'est une observation importante.

La méthode a été appliquée ailleurs qu'au Royaume-Uni. Vous voyez les lieux en question à l'écran. Et ce qui nous conforte, c'est que les chercheurs ont trouvé que cette méthode était viable, qu'on pouvait la déployer ailleurs. Mais il est toujours difficile, évidemment, d'arriver à un consensus au sein d'une culture donnée. Je ne vais pas rentrer dans les détails pratiques. Un certain nombre d'éléments de ma communication ont déjà été couverts par Antoine. Ce sont des groupes qui sont mixtes sur le plan géographique mais qui, socialement, sont assez uniformes.

Et cette méthode, il faut le préciser... Pardon, le processus ne passe pas par une expression des préférences. Il faut que ce soit bien entendu. Il s'agit de se projeter, de demander à un groupe de personnes d'imaginer un foyer et d'essayer de définir quels pourraient être les besoins des membres de ce foyer. A-t-on besoin de telle ou telle chose, oui ou non ? Il ne s'agit pas de dire : voilà ce que je souhaiterais, voilà ce dont je désirerais pouvoir disposer.

Et c'est un travail qui se fait assez facilement parce que les groupes comprennent assez rapidement ce qu'on attend d'eux. C'est un travail assez intuitif.

Et il faut essayer de surmonter les différences qui peuvent exister au sein d'un groupe pour pouvoir faire un travail efficace.

Je ne vais pas rentrer davantage dans les détails. Nous avons bien distingué les besoins des souhaits. On a parlé des sources de satisfaction de ces besoins. On

fait bien la différence entre cela et les souhaits, la liste des souhaits qu'on pourrait avoir.

Et on essaye d'élaborer ce qui pourrait ressembler à une norme en matière de revenu minimum au Royaume-Uni. Il ne s'agit pas seulement de l'alimentation et du logement, il faut avoir les possibilités et les choix nécessaires pour participer pleinement à la société, et les possibilités et les choix sont très importants dans nos pays. La définition peut varier légèrement d'un pays à l'autre, puisque c'est le grand public qui se prononce. Et nous n'imposons rien. Il s'agit de recueillir l'expression de ces idées.

Je vous montre le déroulement de ce travail, étape par étape. Il y a l'étape où il y a plusieurs groupes. On commence par l'élaboration des définitions au niveau des groupes d'orientation, là, le niveau supérieur. Ensuite, on fait une boucle d'itérations pour vérifier qu'on a tous les éléments du budget nécessaires.

Ensuite, on fait intervenir les experts. On s'appuie sur les résultats de la recherche pour éviter les incompréhensions, les idées fausses.

Les premières études ont commencé en 2008, et encore une fois, on actualise tous les ans, on tient compte de l'inflation. Et tous les deux ans, on parle à de nouveaux groupes et on leur demande si ces normes leur paraissent toujours adaptées, s'il y a eu des changements dont il faut tenir compte. De cette manière, nous assurons l'actualité de ces productions pour tenir compte des évolutions technologiques, évidemment, et toujours pouvoir répondre à une question très importante, à savoir : au fur et à mesure que le niveau de vie évolue, est-ce que le minimum évolue conformément à ces changements ou différemment ? Et la première réponse, c'est de dire que le niveau de vie a un petit peu baissé, ça s'est un petit peu tassé, et personne ne dit qu'on peut se satisfaire de moins. C'est une conclusion importante. Venons-en maintenant aux résultats, parce que c'est vraiment ça qui nous intéresse.

Qu'est-ce qui ressort de ces discussions ? Le besoin d'un revenu stable à une période où les revenus sont en baisse, ça, c'est très intéressant. Et ça explique bien pourquoi, actuellement, les besoins budgétaires sont assez élevés.

La médiane n'a pas augmenté. Par conséquent, les résultats français, où l'on voit... Ça, c'est pour un foyer où il y a une seule personne... On voit qu'avant que l'économie devienne vraiment difficile, on n'aurait pas constaté de type de résultat. Les temps sont durs. Et nous avons pensé que l'évolution de l'expression des besoins serait différente.

Je vais vous dire ceci concernant ce graphique, au Royaume-Uni, et pas en France. Au Royaume-Uni, on minore les revenus des coûts du logement. Parce que c'est très, très difficile d'arriver à un consensus en matière de minimum de qualité ou de nature du logement.

Donc, on supprime la composante logement, parce qu'il y a trop de divergences. Et ce que les gens ont réellement en poche, leur revenu disponible, après avoir couvert leur besoin en logement, est très, très modeste par rapport à la moyenne. C'est ce que vous voyez dans ce graphique.

C'est net des coûts de logement, cette courbe à laquelle nous nous intéressons.

Au Royaume-Uni, notre minimum net de logement est assez bas, finalement. Et au cours des cinq années à venir, au Royaume-Uni, les prévisions sont que les revenus réels vont augmenter, nos économistes sont toujours très optimistes en la matière, ils nous prévoient une bonne croissance économique. Donc, il se pourrait très bien que ce graphique soit très différent d'ici à cinq ans. Que les besoins soient stables et que les revenus réels augmentent. On friserait le seuil de pauvreté de 60 %. Mais c'est pures spéculations pour l'instant.

Nos calculs concernent non seulement la mesure des revenus relatifs, mais concernent aussi la manière dont on peut utiliser ces résultats, et nous sommes payés pour réaliser ces résultats pour contribuer au débat sur les niveaux de vie minimums.

Au Royaume-Uni, dans la pratique, on a précisé ce que c'était que le salaire naturel ou le salaire de subsistance pour définir ce qui constituait un salaire décent. Et les organismes caritatifs utilisent ce chiffre comme niveau de référence pour savoir à partir de quel moment les citoyens ont besoin d'une aide. On trouve que l'adéquation des prestations sociales n'est plus remplie. Et vous voyez ici, à l'écran, qu'en fonction des groupes étudiés, les prestations sont souvent inadéquates.

Certaines catégories ne reçoivent que la moitié de ce dont elles auraient besoin.

Dans le cas des revenus du travail, il y a une tendance à la baisse. Si vous recevez le salaire minimum établi par le gouvernement, il y a de fortes chances pour que, depuis quelques années, vous alliez de moins en moins bien. Ce déclin est très net. Et il alimente les discussions sur le salaire minimum.

Je voudrais vous livrer quelque chose d'un petit peu plus rassurant et vous dire que, au mois de juillet, lorsqu'on a publié le budget national, sous l'effet des pressions conjuguées sur le gouvernement et les partis politiques, pour dire que, non, les salaires n'étaient pas assez élevés, eh bien, on s'est appuyé sur les résultats de nos travaux pour amener le gouvernement à annoncer un salaire de subsistance qui est bien plus élevé que le salaire minimum existant pour les personnes âgées de plus de vingt-cinq ans.

Donc, après que cette annonce a été faite, on a constaté que, et cela a été ajusté pour tenir compte de l'inflation, nous verrons une augmentation, comme je vous le disais, ça a été corrigé de l'inflation. Et on voit ici le même chiffre. La même tendance, mais, dans ce cas, la courbe exprime les revenus dont dispose l'individu en comparaison de la norme minimale.

Si tout va bien, nous espérons arriver à une situation où chaque individu aurait assez pour s'en sortir, disposerait d'un revenu suffisant pour vivre correctement. Mais on ne peut pas être trop optimiste, parce que les prestations familiales risquent de baisser.

Cependant, nous espérons que l'établissement de cette norme en matière de revenu minimum ait pu un peu infléchir les décisions du gouvernement. Merci beaucoup de votre attention.

– Dominique Rousset : Merci beaucoup, Donald Hirsch. On peut comprendre qu’il y ait un motif de satisfaction à voir que ces travaux peuvent infléchir les politiques par rapport à ce qui était connu. Didier Gélot, là-dessus, un petit mot ?

– Didier Gélot : L’Observatoire s’est fortement inspiré des travaux menés en Grande-Bretagne. On a pu voir, je ne sais pas si on le verra un petit peu plus tard, aussi, que les niveaux de ce MIS anglais et donc du revenu minimum français sont proches. Les méthodes ont montré qu’on arrivait un petit peu à des résultats proches aussi.

Donc, c’est important de voir, comme ça a été dit par Antoine Math, au départ, que les méthodes ont une influence sur les résultats, en fonction des objectifs assignés à chacun des travaux. Mais peut-être que la transition jouera.